



**C'est la panique générale dans le sérail depuis que le Président de la République a donné des instructions fermes pour enquêter sur le détournement de fonds alloués à la lutte contre le Covid-19 afin de traquer tous les coupables.**

Selon les sources, plusieurs membres du gouvernement ont été auditionnés la semaine passée par des enquêteurs du Tribunal criminel spécial (TCS), une juridiction compétente en matière de répression de la grande criminalité économique et financière au Cameroun.

Pour interroger les membres du gouvernement, les enquêteurs du TCS se sont appuyés sur le rapport d'audit de la Chambre des comptes de la Cour suprême, dont une copie de synthèse a fuité sur les réseaux sociaux.

L'on parle de 23 départements ministériels qui se sont partagés 128,2 milliards de F CFA de dotations, soit 71 % des 180 milliards de la dotation globale du Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus.

L'un des premiers membres du gouvernement à être auditionné n'était personne d'autre que Manaouda Malchie, le ministre de la Santé Publique. Lors de son audition le 18 mai 2021 qui a duré près de 10 heures de temps, rapporte le journal **Infos Matin** dans la parution de ce 25 mai, le ministre Malachie a expliqué aux enquêteurs pourquoi il ne se reprochait de rien dans

l'affaire de détournement du fonds spécial destiné à lutter contre le Covid-19.

A en croire **Infos Matin**, le ministre de la Santé Publique a soutenu que certains marchés dont les attributions sont remises en causes par la Chambres des Comptes ont été recommandés par le secrétaire général à la présidence de la République Ferdinand Ngoh Ngoh. *« Il apparaît également que parallèlement aux arbitrages du groupe de travail, le SG/PR Ferdinand Ngoh Ngoh, a eu à instruire l'attribution de plusieurs prestations à des dizaines d'entreprises, dont une bonne partie est aujourd'hui remise en cause par le rapport d'audit de la Chambre des comptes de la Cour suprême. L'intrusion du non moins ministre d'Etat dans ces dossiers qui sentent les malversations financières souvent "sur très haute instruction du président de la République" et bien avant même la récente mise en place d'une task force dont il assure la présidence, est revenu en boucle pendant les quelques 7 heures d'audition de Manaouda Malachie au TCS »*, peut-on lire dans les colonnes du journal de Dieudonné Mveng.

Le secrétaire général à la présidence n'a pas été la seule cité par le ministre de la santé. Manaouda Malachie a également indiqué s'être toujours référé aux arbitrages du premier ministre Joseph Dion Ngute, rapporte toujours le tabloïde, qui lui était le coordinateur du Plan national de la riposte contre le Covid-19, avant qu'une Task Force ne soit créée à la Présidence.

*« Au premier rang de ceux-ci et par ceux dont les prestations sont les plus controversées figure le sulfureux homme d'affaires qu'on dit être le principal bras séculier de Manaouda Malachie dans la mafia Covid-business, Mahamadou Dabo, patron de Mediline Medical Cameroon présenté comme en hibernation depuis sa création en septembre 2017 et qui a "été réactivée pour les besoins de la cause". Le 11 juin 2020, le PM a demandé au Minsanté de négocier avec cette société pour l'acquisition de 3 millions de kits de tests. Le rapport d'étape de la Chambre des comptes relève que Mediline Cameroon a livré au Minsante 1,4 millions de tests à 15700 Francs la pièce contre 8371,9 pour ses concurrents Medical Plus et Sat Pharma, des sociétés de droit Camerounais »*, note le journal **Infos Matin**